

Publié, vendredi 27 octobre 2017 sur cette [ce lien](#)

Les organisations signataires, syndicats d'audience nationale, partageons notre préoccupation pour la situation en Catalogne, par la répression que l'État a employée, par la diminution des droits et des libertés que cela implique et l'essor d'un nationalisme rance qui de nouveau apparaît sur l'ensemble de l'État.

Nous défendons l'émancipation de toutes les personnes travailleuses de Catalogne et du reste du monde. Toutefois, dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler que nous n'entendons pas cela comme le droit à l'autodétermination dans le cadre étatique - comme le proclament les partis et organisations nationalistes- mais plutôt comme le droit à l'autodétermination de notre classe dans un territoire déterminé.

Ceci dit, l'autodétermination passe plus par le contrôle de la production et la consommation de la part des travailleuses et des travailleurs et par une démocratie directe, de bas en haut, organisée suivant les principes fédéralistes, que par l'établissement d'une nouvelle frontière ou la création d'un nouvel État.

Comme internationalistes, nous entendons bien que la solidarité entre les personnes travailleuses ne doit pas se limiter à des frontières étatiques, peu importe où elles se dessinent. Ce qui nous importe et qui est très préoccupant, c'est la réaction vécue dans plusieurs endroits du pays par l'exaltation d'un « espagnolisme » rance qui rappelle des époques passées, réaction proclamée depuis les médias et les moyens de communications en harmonie avec la dérive autoritaire évidente du gouvernement suite à l'emprisonnement de personnes pour avoir convoqué des actes de désobéissance ou par l'application de l'article 155 de la constitution (destitution du parlement catalan, de son président et de tous ses collaborateurs collaboratrices pour sédition). Cela ne nous a pas échappé : cette poussée nationaliste assoit les bases pour de futures suppressions des libertés et des droits, auxquelles nous devons nous préparer. La honteuse unité des nommées « forces démocratiques » dans la justification de la répression, augure un sombre panorama pour toutes les dissidences futures. Il paraîtrait que le régime post franquiste qui gouverne depuis 40 ans serrera les rangs pour assurer sa continuité.

Ce régime, qui a existé et existe en Catalogne comme dans le reste de l'État espagnol sent que sa propre survie est en jeu. Amplement controversé et soumis à une profonde crise de légitimité, il observe, alarmé, l'accumulation des fronts ouverts. A la menace sur l'intégrité territoriale de l'État s'ajoute les scandales pour corruption, le discrédit de la monarchie, la controverse sur les rançons et les

Communiqué commun des organisations syndicales espagnoles CNT, CGT, Solidarité Ouvrière face à la situation en Catalogne.

coups qu'a subi la population, le mécontentement face à « l'esclavagisme » sur les lieux de travail suite aux dernières réformes, ou encore la prolongation de l'âge de départ à la retraite et la minoration économique des pensions, etc. Les constants appels à défendre la constitution doivent s'entendre comme le bruit du tocsin destiné à occulter cette vraie crise existentielle qui le harcèle. Le danger est que dans ce processus, les comportements répressifs deviennent la norme comme cela s'est déjà vu récemment dans plusieurs villes catalanes. Ou pire.....

Évidemment, nous ne savons pas dans quel sens se décanteront les évènements. Nous serons attentifs en permanence, à ce qui peut arriver, disposés à défendre les intérêts des personnes travailleuses de tout le pays. Nous nous opposerons de toutes nos forces à la répression et à la normalisation des attitudes ultra-droitières qui déjà se perçoivent. Assurément, nous ne nous laisserons pas manipuler par les stratégies des partis politiques car leurs objectifs sont différents des nôtres. Toutefois, nous ne cesserons d'encourager les mobilisations de la classe ouvrière quand celle-ci décidera enfin de secouer les préceptes des élites politiques et économiques qui depuis très longtemps gèrent le contrôle du territoire, pour servir en exclusivité leurs propres intérêts. Comme organisations syndicales de classe, libertaires et combatives nous serons toujours présent(e)s dans les mobilisations comme nous l'avons déjà démontré à plusieurs occasions, contre la répression, contre les restrictions des droits et des libertés et contre la corruption.

Il se peut que la crise en Catalogne soit la petite pointe visible d'un État qui agonise. Que ce changement se décante dans un sens ou dans un autre, il dépendra de notre capacité comme classe à amener le processus dans la direction opposée à la répression et à l'expansion nationaliste. Faisons en sorte que le résultat final soit plus de liberté et de droit et non le contraire. Cet enjeu est immense.

Pour les droits et les libertés, contre la répression à la classe des travailleur-es.

CGT, Solidarité Ouvrière, CNT.

Traduction effectuée par le syndicat de Bordeaux